<p>Rapport 3-5 Avis sur Fusion des lycées Viette et Le Grand Chênois à Montbéliard et les lycées Montjoux et Jules Haag à Besançon</p>	<p>CESER BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ Conseil économique social et environnemental régional</p>
<p>Commission Formation - Recherche Rapporteuse : Béatrice Genet</p>	<p>Séance plénière Mardi 21 juin 2016</p>

Le présent rapport de l'Exécutif fait suite à une saisine du Rectorat d'Académie de Besançon portant sur la fusion de 4 EPLE à Montbéliard (Viette et Grand Chênois), d'une part, et Besançon d'autre part (lycées Montjoux et Jules Haag).

Sur la forme, le CESER regrette que les 2 projets de fusion soient traités dans ce même rapport. En effet ils relèvent de motifs différents ; ainsi les lycées Viette et le Grand Chênois ont pour enjeu la création d'un seul site de restauration et hébergement, dans le cadre d'une décision de fusion rectorale. Quant aux lycées Montjoux et Jules Haag, le projet s'inscrit dans le cadre du plan « Lycées » voté par l'ex-région Franche-Comté qui visait *in fine* la désaffectation du site de Montjoux.

Sur le fond, le CESER :

- relève l'importance de ce dossier, qui concerne les formations professionnelles, sujet stratégique pour la Région Bourgogne Franche-Comté,
- insiste sur le fait que ces fusions doivent se faire en lien avec la carte des formations professionnelles et le CPRDFP,
- constate que les arguments en appui aux décisions de ces fusions sont trop peu précisés dans le rapport de l'Exécutif,
- déplore que les fiches diagnostics détaillées des lycées Montjoux, Jules Haag, Grand Chenois et Viette, qui figuraient dans les annexes du rapport du Plan « lycées » adopté en juin 2014 par l'ex-Région Franche-Comté, ne soient pas rappelées dans ce rapport présenté aux conseillers du CESER agrandi. Elles auraient en effet offert aux conseillers des éléments d'information suffisants permettant de fournir un avis éclairé.

En outre, de même qu'il avait eu l'occasion de le faire dans les avis précédents concernant la Franche-Comté, le CESER :

- s'interroge sur le devenir des bâtiments et souligne que ceux-ci doivent être adaptés à la nature des formations dispensées dans chaque établissement,
- constate qu'il est nécessaire que les décisions dans ce domaine soient accompagnées d'un plan de communication envers toute la communauté éducative y compris les parents d'élèves,
- s'inquiète du devenir des orientations stratégiques et des investissements prévus dans le cadre du Plan lycées validé en 2014 ainsi que de la future carte des formations professionnelles qui est en lien direct avec les décisions prises concernant la logistique des lycées.

À ce titre, il rappelle sa volonté de prendre toute sa place dans les instances de pilotage prévues à cet effet.

Vote du CESER : adopté à l'unanimité des suffrages exprimés - 14 abstentions (CGT).